

Agroécologie genrée en Amérique centrale : Expériences de partenaires d'E&F au Guatemala et au Nicaragua



Échange d'expériences de femmes organisé par CEIBA, partenaire d'E&F au Guatemala.

Guisela Azurduy¹

Relecture : Sarah Crosset²

Mai 2019

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

¹ Stagiaire chez Entraide et Fraternité. Travail réalisé en Espagnol et traduit en Français par des élèves des ateliers de traduction 2019, Faculté de Traduction et d'Interprétation – UMONS.

² Chargée de partenariat Amérique latine chez Entraide et Fraternité.

Entraide et Fraternité défend une pratique de l'agroécologie qui soit porteuse d'émancipation pour les communautés rurales, y compris pour les femmes en particulier. Or, cette émancipation n'est pas automatique. Sur base de leurs expériences, nos partenaires d'Amérique centrale (Guatemala et Nicaragua) attirent notre attention sur une série de conditions préalables, interdépendantes et complémentaires, qui devraient assurer la transition vers un système alimentaire et agricole durable, y compris en terme d'égalité des sexes.

Aujourd'hui, des expériences montrent dans quelle mesure les pratiques agroécologiques contribuent positivement à l'autonomisation des femmes dans les communautés rurales : de la valorisation de leurs connaissances à l'amélioration de leurs droits en matière d'accès aux ressources (notamment à la terre), en passant par la prise de responsabilités et de décisions³. De nombreuses femmes à travers le monde font déjà l'expérience d'une autonomie accrue et d'un plus grand pouvoir de décision, tant en famille qu'au sein des communautés⁴. Malgré ces avancées, les obstacles à surmonter pour atteindre une véritable égalité entre hommes et femmes restent encore nombreux. Un bref rappel de ces obstacles nous permet de faire le point sur la situation actuelle des femmes en Amérique latine, en particulier au Nicaragua et au Guatemala.

Une pauvreté qui touche particulièrement les femmes

Selon le rapport de la CEPALC (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), **la pauvreté et l'extrême pauvreté ont suivi une tendance à la hausse à partir de 2015 en Amérique latine**⁵. En ce qui concerne l'extrême pauvreté, elle a augmenté de 0,8% en 2015 et d'1% en 2016, ce qui correspond respectivement à 6 et 7 millions de personnes en plus⁶. Comme le signale la CEPALC, il faut prendre en compte le fait que la pauvreté ne touche pas tout le monde de la même manière. Par exemple, au sein de la population active, la pauvreté concerne plus les femmes que les hommes, tant en région urbaine qu'en région rurale⁷.

À l'échelon national, selon le rapport⁸ de l'Indice de développement humain (IDH) de 2018⁹, sur les 147 pays recensés, le **Nicaragua** (124^e) et le **Guatemala** (127^e) présentent tous deux un **recul dans les domaines des revenus, de la santé et de l'éducation** en comparaison au

³ Le cas de l'Association des femmes organisées de Yolombo (AMOY) en Colombie est un exemple significatif. Pour plus d'informations, consultez : « L'agroécologie : la panacée pour les paysannes ? », p. 7, sur le site internet d'Entraide et Fraternité.

⁴ Voir Capocci, H. (2017). « Approche genre : quelles réalités dans le monde paysan de l'Afrique des Grands Lacs ? », Entraide et Fraternité ; ou le cas en Inde expliqué par la CIDSE : « L'accès à la terre et à l'agroécologie : une contribution à l'autonomisation des femmes en Inde ». Document disponible sur : <https://agroecologyprinciple.atavist.com/principiosagroecologia#chapter-3724340>

⁵ « Panorama Social de América Latina » (2017). Document disponible sur : https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/42716/7/S1800002_es.pdf

⁶ Ibidem, p. 89.

⁷ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur base de Banco de Datos de Encuentras de hogares (BADEHOG).

⁸ Rapport sur le développement humain des Nations Unies de 2018. Disponible sur : <http://report.hdr.undp.org/>

⁹ L'indice de développement humain (IDH) est un indice composite qui se centre sur trois dimensions fondamentales du développement humain : l'espérance de vie à la naissance, la durée moyenne de la scolarité en années, le revenu national brut par habitant.

rapport de 2016. Par ailleurs, l'immigration est un phénomène qui touche fortement ces deux pays. Selon l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), le **niveau élevé d'insécurité est l'une des causes qui obligent des milliers de Centraméricains à quitter leur pays**, surtout au Guatemala, au Honduras et au Salvador. Au Nicaragua, ce sont les **violences faites aux femmes** qui astreignent celles-ci à fuir leur pays¹⁰.

Quelle réaction des politiques publiques ?

En ce qui concerne la mise en œuvre de politiques publiques, certaines initiatives sont certes prises pour tenter d'améliorer l'accès aux moyens de production, mais, en pratique, elles sont **dépourvues de moyens économiques** ou provoquent la discrimination de certaines femmes par rapport à d'autres. Prenons un exemple pour chacun des pays.

Premièrement, la **Ley Creadora del Fondo du Nicaragua** (« Loi créatrice du financement ») a été adoptée pour permettre l'achat de terres dans le respect de l'égalité des sexes. Alors que cette loi fût adoptée en 2010, elle ne dispose toujours **pas de financements du gouvernement** pour allouer un budget aux femmes en milieu rural pour acheter une terre à crédit¹¹. Dans le deuxième cas, la **Ley de Fondo de Tierra du Guatemala** (« Loi de financement de la terre ») n'envisage pas de mesure pour favoriser l'accès à la terre pour la majorité des femmes en zones rurales. Dans son article 20, cette loi, qui régule les programmes de développement rural, établit que **seules les femmes célibataires, les mères célibataires ou les femmes chefs de famille ont le droit d'être propriétaires d'une terre**. Autrement dit, la loi n'envisage pas la copropriété de terre pour les femmes mariées ou en couple¹². Ceci a pour effet de rendre les femmes dépendantes de leur mari pour leur subsistance.

Les organisations partenaires d'Amérique centrale¹³ d'Entraide et Fraternité ont décidé de faire face à cette réalité en misant sur l'agroécologie, avec une vision féministe, afin d'œuvrer à l'amélioration de la qualité de vie de milliers de jeunes et de femmes en situation précaire.

Pour des pratiques agroécologiques au service de l'égalité des sexes

Généralement, les femmes vivent dans une situation structurelle et historique désavantageuse dans laquelle elles ne sont pas propriétaires des moyens de production et n'accèdent que dans une moindre mesure à l'utilisation de la terre par rapport aux hommes. Comme le fait remarquer Angélica M. López Mejía, coordinatrice locale d'E&F au Guatemala, « *dans ces conditions, comment est-il possible de pratiquer l'agroécologie si l'on ne possède pas de titre* ».

¹⁰ « Perfil migratorio Nicaragua 2012 ». Publication de l'Organisation internationale pour les migrations. Document disponible sur : http://publications.iom.int/system/files/pdf/perfil_migratorio_de_nicaragua.pdf

¹¹ Flores, S. et al. (2018). « Mujeres rurales en Nicaragua : entre heterogeneidad, continuidad y cambios », rapport d'International Land Coalition, p. 5. Disponible sur : <https://www.landcoalition.org/fr/regions/latin-america-caribbean/recursos/mujeres-rurales-en-nicaragua-entre-heterogeneidad-continuidad-y-cambios>

¹² Vay, L. et Cuc, V. (2018). « Las mujeres rurales en Guatemala », rapport de International Land Coalition, p. 5. Disponible sur : https://www.landcoalition.org/sites/default/files/documents/recursos/mujeres_rurales_en_guatemala_0.pdf

¹³ Au Guatemala : COINDI, CEIBA, Red Kutchub-al, SERJUS, CDRO. Au Nicaragua : La Cuculmeca, AVODEC, FODA.

de propriété, si l'on n'a pas d'espace où cultiver sans produits agrochimiques et sans engrais ? ».

Cette réalité sur la distribution inégale des biens et l'accès réduit aux moyens de production incite nos partenaires à réfléchir à un ensemble de conditions nécessaires pour que l'agroécologie atteigne son potentiel maximal et soit un moteur pour l'amélioration des relations hommes-femmes.

Accès à la terre

L'accès à la terre est probablement le plus gros obstacle auquel sont confrontées les agricultrices. **Au Guatemala, les femmes ne contrôlent que 7,8 %** de la production agricole totale¹⁴. **Au Nicaragua, les femmes possèdent seulement 13 %** de la superficie des terres d'exploitation agricole.

La tradition et l'héritage constituent deux facteurs déterminants en matière d'accès à la terre. Comme dans de nombreux autres pays du Sud, au Nicaragua comme au Guatemala, **le droit coutumier et les pratiques privilégient encore les hommes**. Ce sont les hommes qui contrôlent la terre de la famille et, si elle est cadastrée, seul le nom de l'époux figure généralement sur les documents. Au moment de l'héritage, la terre est transmise de père en fils, même si la veuve a le droit d'en rester propriétaire. Les filles ne peuvent hériter d'un lopin de terre que dans quelques cas¹⁵.

Pour contrecarrer ces inégalités, différentes initiatives voient le jour. Par exemple, au Nicaragua, le programme Agrojevem (agroécologie, jeunesse et femmes)¹⁶ permet l'achat de terres pour les femmes pour leur permettre de cultiver de façon indépendante. Après deux ans de mise en place du programme, 30 femmes sont devenues propriétaires de 9,8 hectares de terre. Dans la même lignée, la sensibilisation aux droits des femmes et des paysannes en zone rurale dans les communautés a contribué à la reconnaissance et à la valorisation de leur travail.

Quand les femmes bénéficient de la propriété foncière ainsi que d'une meilleure connaissance de leurs droits en intégrant une approche de genre, elles peuvent améliorer leur estime de soi et s'émanciper progressivement¹⁷. Clementina H. G., productrice agroécologique et membre du Conseil communal de la ville de San Antonio Sija au Guatemala, nous fait part de son expérience et de son message pour les autres femmes : *« si d'autres femmes souffrent, je leur dis d'accepter tout projet qui vise à les former, à connaître les droits des femmes, pour ainsi se démarquer. Aujourd'hui, je peux compter sur quelques revenus économiques. »*¹⁸

¹⁴ Vay, L. et Cuc, V. (2018). « Las mujeres rurales en Guatemala », p. 7. Rapport international Land Coalition.

¹⁵ Salazar, R. cité dans « Tierra de mujeres. Reflexiones sobre el acceso de las mujeres rurales a la tierra en América Latina ». (2011). Coalition Internationale pour l'accès à la terre. Disponible sur : https://www.rimisp.org/wp-content/files_mf/1377805458tierramujeresreflexionesaccesotierraenamericalatina.pdf

¹⁶ Programme « Agroecología, juventud y mujeres » d'Entraide et Fraternité pour la période 2017-2021, financé par la Coopération belge.

¹⁷ Flores, S. et al. (2018). p. 8.

¹⁸ López Mejía, A. Témoignages à propos des projets menés au Guatemala.

Une articulation égalitaire des acteurs

L'un des principes de l'agroécologie, tel que déterminés par la CIDSE, est de **promouvoir l'auto-organisation et la gestion collective** des groupes et des réseaux à différents degrés, allant du niveau local au mondial¹⁹. Ceci renvoie à la dimension politique de l'agroécologie qui insiste sur le rôle des acteurs et l'importance de leur articulation égalitaire dans la recherche du bien commun plutôt que la recherche des intérêts particuliers ou sectoriels, sans pour autant les annuler²⁰. Cette organisation collective permet de rééquilibrer les relations de pouvoir.

Or, comme le mentionne l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il n'est possible de créer un environnement favorable qui aide les productrices et les producteurs à transformer leurs systèmes en suivant des concepts et des pratiques agroécologiques qu'à travers des **mécanismes de gouvernance transparents et inclusifs**²¹.

Défendre un **système agroalimentaire porteur d'égalité homme-femme suppose d'équilibrer les relations de pouvoir au sein de tous les groupes et réseaux qui composent ce système**: non seulement les exploitations agricoles, mais aussi les familles, associations et autorités locales, les institutions, ONG et pouvoirs politiques. Par conséquent, du point de vue politique, cette transition a besoin d'un ensemble de politiques publiques de soutien complémentaires²², de législateurs et d'institutions, ainsi que d'investissements publics pour que l'agroécologie atteigne son plein potentiel émancipateur.

La formation technique

Aujourd'hui, les effets du réchauffement climatique exposent les agriculteurs et agricultrices à une grande imprévisibilité et exige de leur part une meilleure formation technique. Les programmes d'E&F donnent la priorité à l'amélioration de la résilience des communautés à court et moyen termes via des formations et ateliers. L'application des principes d'agroécologie, d'agroforesterie, la création de puits, etc. sont autant d'actions mises en place pour atteindre cet objectif de résilience.

Citons également les dynamiques des **groupes d'autogestion du Guatemala (GAG)**, où les femmes apprennent à tenir des comptes, épargner et gérer des revenus. Les connaissances acquises via ces groupes autogérés permettent aux membres d'avoir accès au crédit communautaire pour ainsi lancer de petites entreprises en fonction de la demande du marché communautaire (tissage, élevage de volailles, etc.). C'est aussi dans ce but qu'est née la **Red de Promotoría Agroecológica del Nicaragua** (« Réseau de promotion agroécologique »), composé de « leaders » en agroécologie (à ce jour 25 promoteurs et 25 promotrices). Ceux-ci

¹⁹ CIDSE. « Les principes de l'agroécologie ». Disponible sur : <https://agroecologyprinciple.atavist.com/principiosagroecologia#chapter-3724342>

²⁰ Marsiglia, J., « ¿Cómo gestionar las diferencias?: la articulación de actores para el desarrollo local », p. 5. Disponible sur : http://cienciassociales.edu.uy/wp-content/uploads/2013/archivos/Mesa_8_Marsiglia.pdf

²¹ « Los diez elementos de la agroecología ». Plateforme de connaissances sur l'agroécologie (FAO). Disponible sur : <http://www.fao.org/agroecology/home/es/>

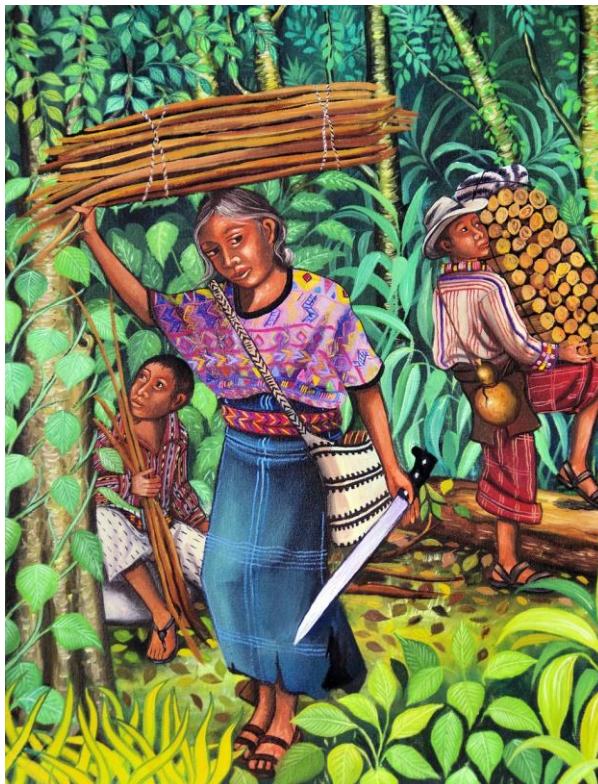
²² De nombreux pays ont déjà formulé des lois, des politiques et des programmes sur le plan national pour récompenser les modèles de gestion agricole qui améliorent la biodiversité et la fourniture de services écosystémiques. Extrait de : <http://www.fao.org/agroecology/knowledge/10-elements/land-natural-resources-governance/es/>

démultiplient la pratique agroécologique en formant des membres d'autres communautés qui, à leur tour, reproduiront l'enseignement chez eux pour inciter un effet boule de neige.

Impliquer les hommes

Une autre condition qui ne doit pas être négligée est l'implication des hommes des communautés. Cependant, Martha González, coordinatrice locale d'E&F au Nicaragua, explique que l'on constate parfois chez les hommes une tendance à mépriser les pratiques d'agroécologie. Cela s'explique par une résistance aux changements dans leurs habitudes culturelles (se passer des produits agrochimiques pour adopter des techniques agroécologiques) ; ou leur refus d'abandonner la monoculture (vu comme un système plus simple que le modèle diversifié) ; ou encore des craintes quant au risque de perdre leur pouvoir et leur autorité sur les femmes, qui réduirait leur pouvoir symbolique au sein de la communauté.

Pour contrebalancer ces éléments qui ne font que creuser l'inégalité des sexes, les partenaires d'E&F au Guatemala et Nicaragua mettent en place des actions concrètes qui contribuent à accroître la participation des hommes à l'agroécologie :



Peinture du Guatemala (image libre de droit, auteur : DEZALB, source : pixabay).

- **Favoriser l'accès aux connaissances via des formations.** Les hommes sont ainsi munis d'outils leur permettant d'appliquer un système agroalimentaire alternatif sur leurs terres. Ce n'est qu'ainsi qu'ils se rendront compte des bénéfices qu'apporte une pratique agroécologique : la réduction des coûts, la rentabilisation des résidus de culture et l'approvisionnement en produits sains et variés.
- **Encourager le travail en couple.** En soutenant leur épouse et en collaborant avec elle dans les différentes étapes de production (préparation d'intrants organiques, de la terre, des semences mais aussi des récoltes).
- **Sensibiliser aux effets du réchauffement climatique.** Les associations locales sensibilisent les communautés afin qu'elles prennent conscience des conséquences du changement climatique et des répercussions de l'utilisation de produits agrochimiques et de la monoculture sur les terres (perte de biodiversité, effets néfastes sur la santé, sur la qualité de la terre, etc.). Voyant que leur expérience concrète rejoint les constats faits lors des séances d'information, la motivation s'amplifie pour se tourner vers l'agroécologie.

L'agroécologie pour rendre visible et valoriser le travail des femmes

Les femmes ont généralement été oubliées par les politiques de conservation et/ou de développement rural. D'une part, les services de soutien agricole publics et privés ne les considèrent pas comme des productrices agricoles en tant que telles, et d'autre part, les commerçants de semences et de produits chimiques ne les perçoivent pas comme des clientes en raison de leur faible pouvoir d'achat et de leur rôle marginal dans l'agriculture commerciale²³.

En cherchant la reconnaissance de leur travail et la revendication d'un modèle de culture alternative, beaucoup d'agricultrices sont victimes de violence machiste, symbolique et productive. Un article relatant un exemple du Brésil illustre ce dernier point : « les maris qui pratiquent l'abattis-brûlis ou utilisent des pesticides ou des semences transgéniques s'érigent parfois contre le travail et les revendications agroécologiques des femmes, comme cela a été le cas pour Jasmine, dont le mari a brûlé les productions agroécologiques²⁴ ».

Comment faire, dès lors, pour que le travail des femmes acquière une certaine visibilité et soit valorisé ? Trois perspectives mettent en avant le rôle que jouent les femmes dans l'agroécologie.

En tant qu'actrices économiques et gestionnaires de l'économie agricole

Le travail des femmes peut être quantifié dans la chaîne de valeur en se basant sur sa **contribution à l'économie des soins et du travail agricole**. Par exemple, Angélica (coordinatrice d'E&F au Guatemala) pointe le rôle des femmes dans les soins et l'élevage des animaux, utiles pour générer des intrants organiques pour l'engrais. Marta González (coordinatrice d'E&F au Nicaragua) ajoute que cette contribution ne se limite pas à l'échelle de la famille puisque, en conservant les sols et les sources d'eau grâce à la production agroécologique, elle **contribue au bien commun** pour la communauté dans son ensemble et à la préservation de l'environnement.

Il est aussi à noter que la commercialisation des surplus de production génère des revenus. Cette activité permet aux agricultrices, en plus de garantir la sécurité alimentaire de leur famille, **d'apporter des revenus supplémentaires au ménage**²⁵. L'agroécologie permet aux femmes d'accroître leur autonomie financière et, d'une certaine manière, de modifier les relations de pouvoir, en particulier dans la sphère familiale²⁶.

En tant qu'actrices du changement et promotrices de l'agroécologie

La participation à des assemblées et à des marchés artisanaux permet à beaucoup de femmes de **sortir de l'isolement**. Cette occasion leur permet d'échanger leurs connaissances et leurs

²³ Zuluaga, P. et Cárdenas, S. « Femmes paysannes et agroécologie : une expérience colombienne », Alternatives Sud, Agroécologie : enjeux et perspectives, p. 116.

²⁴ Guétat-Bernard, H. et Prévost, H. (2016). « L'agro-écologie au Brésil, un instrument genré de luttes sociales », L'Ordinaire des Amériques [En ligne], p. 220. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/orda/2888>

²⁵ Capocci, H. (2017). « Approche genre : quelles réalités dans le monde paysan de l'Afrique des Grands Lacs ? », Entraide et Fraternité.

²⁶ « Les principes de l'agroécologie », CIDSE.

pratiques avec d'autres femmes. C'est seulement quand les femmes sortent de la sphère familiale et privée que leurs actions sont visibles et acquièrent une dimension politique²⁷. A *posteriori*, quand elles assistent à des formations de leadership et font partie de groupes de soutien, certaines agricultrices deviennent formatrices au sein de leur communauté ou responsables d'association paysanne. Pour illustrer ce point, prenons le mode de fonctionnement du projet **Escuela de Lideresas de Mujer a Mujer** (École de dirigeantes par les femmes pour les femmes) au Nicaragua. Il s'agit d'un groupe de femmes composé de dirigeantes de partis politiques, de coopératives et d'organisations communautaires qui forment d'autres femmes à la prise de leadership et ensemble, établissent des alliances et des pactes pour défendre leurs droits²⁸. Elles consolident ainsi leur vision de changement de société pour une **émancipation collective et une abolition du patriarcat**.

En tant que gardiennes des semences et des savoirs

Traditionnellement, les femmes jouent un **rôle dans la sélection et la conservation des semences**. Leur connaissance en la matière va de pair avec les principes que promeut l'agroécologie en ce qu'elle encourage la communauté à contrôler elle-même les semences, la terre et les parcelles²⁹. De ce fait, les femmes sont détentrices d'un savoir particulier qu'elles exercent au profit de la protection de la nature. Comme l'explique Angélica « *à travers cette tâche de conservation des savoirs ancestraux, les femmes sont de fidèles gardiennes des traditions qu'elles transmettent de génération en génération. À l'instar du peuple maya, elles contribuent ainsi à la préservation des connaissances et à la production agroécologique* ».

Conclusion

Pour mener une agroécologie féministe, vecteur d'émancipation pour les femmes, il est essentiel de prendre en compte les réalités de ces femmes vivant dans un contexte de pauvreté sévère au Guatemala et au Nicaragua et de discrimination au sein des communautés rurales. En effet, les partenaires d'E&F au Guatemala et au Nicaragua se rejoignent sur une série de conditions préalables, interdépendantes et complémentaires, qui devraient assurer la transition vers un système alimentaire et agricole durable, aussi en terme d'égalité homme-femme. Ainsi, la création d'un environnement favorable aux productrices requiert que les différents acteurs collaborent afin que les femmes disposent d'un meilleur accès aux ressources. Il est impératif que les hommes soient impliqués dans ce processus si nous voulons réaliser des progrès considérables.

Pour conclure, en soulignant le rôle de l'agroécologie comme instrument de visibilité et de valorisation du travail des femmes, nous avons ainsi démontré sa contribution à l'autonomisation, à l'estime de soi et à l'autodétermination des agricultrices du Sud.

²⁷ Leroy, A., Termote, C. et Carracillo, C. (2016). p. 7.

²⁸ Gonzáles, M. et al., « Estudio de Caso de Nicaragua ». Programme Agrojevem, p. 7.

²⁹ « Les principes de l'agroécologie », CIDSE.